

SOMMAIRE



STENDHAL. Page 2

Admirateur de Napoléon, Henri Beyle suit l'empereur dans sa chute en avril 1814 et retrouve ainsi sa liberté. Il décide de s'installer à Milan où il va demeurer sept ans. Dès 1814 il écrit son premier livre intitulé « Vies de Haydn, de Mozart et de Métastase ». Il utilise alors le pseudonyme de Louis César Alexandre Bombet. En 1817, il publie deux livres consacrés à l'Histoire de la peinture en Italie en utilisant pour la première fois le pseudonyme de Stendhal.



Wolfenbüttele: Le cabinet des globes

LA BIBLIOTHEQUE DE WOLFENBÜTTELE. Page 5

La bibliothèque de Wolfenbüttele en Saxe abrite la collection du duc Auguste de Brunswick-Wolfenbüttele (1579-1666). A sa mort, sa collection comptait 40.000 ouvrages reliés. Le livre le plus cher au monde, l'Evangélaire de Henri le Lion, compte parmi les remarquables ouvrages de cette bibliothèque parfois citée comme la « 8ème merveille du monde ».



LA REVOLTE CABOCHIENNE. Page 6

La révolte cabochienne de 1413 constitue un des épisodes les plus sanglants de la guerre civile qui déchira la France à partir de 1407 et dont les prémices apparurent dès la fin de 1401. Cet article est tiré de l'essai intitulé « D'un assassinat l'autre » (A. Mourgue) à paraître aux éditions Le Manuscrit (Paris).



STENDHAL

De son vrai nom, Henri Beyle, Stendhal est né à Grenoble le 23 Janvier 1783 de Chérubin Beyle, avocat au Parlement et de... qui décède alors qu'il n'a que sept ans, Henri Beyle, perd sa mère. Adolescent, il se révolte contre son père, sa tante et son précepteur, l'Abbé Raillane. Il participe aux événements de la Révolution qui a pris naissance près de Grenoble. Henri Beyle suit les cours de l'Ecole Centrale de Grenoble et en sort avec une solide instruction. En 1799, il part à Paris avec l'intention de se présenter à l'Ecole Polytechnique récemment créée mais il entame en 1800 une carrière militaire avec l'aide de son cousin, le Comte Pierre Daru, Secrétaire Général à la guerre. Il rejoint alors l'Armée d'Italie où il est nommé Inspecteur du mobilier de la Couronne. A ce titre, il est chargé de l'enregistrement des oeuvres d'art saisies en Italie. C'est pour lui l'occasion de découvrir quelques chefs-d'oeuvre de la peinture italienne.

Cependant, las de la vie militaire, il démissionne en 1802 et songe à entamer une carrière d'auteur dramatique. En 1806, il reprend du service dans l'intendance et exerce ses nouvelles fonctions en Allemagne et en Autriche avant de devenir Conseiller d'Etat. Il participe aux campagnes de Russie et de Saxe. C'est là qu'il découvre la bibliothèque de Wolfenbüttel créée par le duc Auguste. On lui reprochera plus tard d'y avoir dérobé un certain nombre d'ouvrages précieux pour le compte de Napoléon dans le cadre du pillage des oeuvres d'art auquel l'armée impériale s'est livrée aux cours des différentes campagnes en Europe. Le futur écrivain tombe avec Napoléon en avril 1814, et retrouve ainsi sa liberté. Il décide de s'installer à Milan où il va demeurer sept ans. Dès 1814 il écrit son premier livre intitulé « Vies de Haydn, de Mozart et de Métastase ». Il utilise alors le pseudonyme de Louis César Alexandre Bombet.

En 1817 il publie deux livres consacrés à l'Histoire de la peinture en Italie sous le pseudonyme de Stendhal. C'est au cours de ce long séjour en Italie, à Florence, que Stendhal est stupéfié par la beauté des oeuvres picturales et qu'il manifeste le syndrome qui portera son nom. Il écrira à ce sujet: « J'étais arrivé à ce point d'émotion où se rencontrent les sensations célestes données par les Beaux Arts et les sentiments passionnés. En sortant de Santa Croce, j'avais un battement de cœur, la vie était épuisée chez moi, je marchais avec la crainte de tomber. »

Mais en 1822, une déception amoureuse causée par Matilde Viscontini-Dembowski et l'intérêt un peu trop marqué à son endroit par la Police autrichienne l'incitent à quitter Milan et à regagner Paris. Il publie la même année « De l'Amour » en souvenir de Matilde Visconti. Stendhal doit vivre de sa plume et se lance dans l'écriture. « La vie de Rossini » est publié en 1823, suivi de « Racine et Shakespeare ». Il tient une chronique musicale et picturale dans « le Journal de Paris ». En 1827, Stendhal publie son premier roman: « Armance » avant de produire à la fin de 1830, son premier chef d'œuvre: « Le Rouge et le Noir. »

Survient alors la Révolution de Juillet qui fait de lui un Consul de France en Italie. Il est d'abord nommé à Trieste mais les autorités autrichiennes le refuse. Il est ensuite nommé à Civitavecchia près de Rome. L'inaction et l'ennui le poussent à écrire: « Une position sociale », « Souvenirs d'égotisme », « Lucien Leuwen »...

Il obtient enfin un congé de trois ans. Il regagne la France et le milieu parisien. Sont alors publiés « Chroniques italiennes » et « Mémoires d'un touriste ». En 1838, il entame « La Chartreuse de Parme » qui paraîtra le 6 Avril 1839, suivi de « L'abbesse de Castro ». En 1839, il rejoint son poste de consul en Italie et rédige « Lamiel ».

Le 15 Mars 1841, il est victime d'une attaque d'apoplexie à la suite de laquelle il est autorisé à retourner à Paris pour se faire soigner. Le 22 Mars 1842, à dix neuf heures, une seconde attaque lui est fatale. Il est foudroyé alors qu'il circule sur le trottoir de la Rue neuve des Capucines. Stendhal meurt dans la nuit. A sa mort, à l'exception de Balzac, Mérimée, Barbey d'Aurevilly et de quelques autres, les contemporains de Stendhal n'ont pas reconnu la portée de son œuvre. Il est vrai qu'il s'est souvent vanté d'écrire pour un petit nombre de ses contemporains : « *J'écris pour des amis inconnus, une poignée d'élus qui me ressemblent : les happy few* ».

BIBLIOGRAPHIE

- Correspondance
- Journal
- Racine et Shakespeare.
- D'un nouveau complot contre les industriels.
- Armance.
- Promenades dans Rome.
- Le Rouge et le Noir.
- Filosofia nova

- Théâtre
- Molière, Shakespeare, la Comédie et le Rire
- Écoles italiennes de peinture
- Pages d'Italie
- Mélanges de politique et d'histoire
- Courrier anglais
- Mélanges d'art
- Romans et nouvelles
- Souvenirs d'égotisme
- Lucien Leuwen
- Lamiel
- Mélanges intimes et Marginalia
- Mémoires d'un touriste.
- La Chartreuse de Parme.
- Chroniques italiennes : L'Abbesse de Castro, Vittoria Accoramboni, Les Cenci, La Duchesse de Palliano.
- Idées italiennes sur quelques tableaux célèbres.
- Vies de Haydn, Mozart et Métastase
- Histoire de la peinture en Italie.
- Rome, Naples et Florence.
- De l'amour.
- Vie de Rossini.
- Vie de Henri Brulard
- Voyage dans le Midi de la France



Le duc Auguste de Brunswick-Wolfenbüttel

LA BIBLIOTHEQUE DE WOLFENBÜTTEL

La bibliothèque de Wolfenbüttel est située en Saxe (Allemagne). Elle est l'œuvre du duc Auguste de Brunswick-Wolfenbüttel (1579-1666) dont elle abrite la collection. Le bâtiment actuel a été construit en 1887 en remplacement de l'ancienne rotonde. A la mort du duc, sa collection comptait 40.000 ouvrages reliés. Parmi les remarquables ouvrages de cette bibliothèque, citons l'Évangélaire de Henri le Lion. Exposé six semaines par an, ce livre a été acquis à Londres en 1983 lors d'une mise en vente chez Sotheby's pour la somme de 16,6 millions d'euros.

Ce manuscrit fut rédigé en 1188 au monastère d'Helmarshausen sur les bords de la Weser. Le duc de Brunswick, Henri le Lion, l'avait commandé pour la collégiale Saint-Blaise de Brunswick. Très bien conservé, l'ouvrage est un somptueux témoin de l'art du livre manuscrit avec ses 226 pages en parchemin dont 24 sont enjolivées de miniatures.

Sur les 35 000 incunables (livres imprimés entre 1456 et 1500) existant au monde, 5 000 se trouvent à Wolfenbüttel et les chercheurs du monde entier viennent pour travailler sur les vieux manuscrits.

La bibliothèque s'étant agrandie au cours des siècles. Elle compte actuellement plus de 900 000 ouvrages dont 12 000 manuscrits (3 000 datant du Moyen-Âge), 420 000 impressions parues avant 1850, 225 000 livres des 16^{ème} et 17^{ème} siècles ainsi que plus de 4 500 cartes, 900 livres de peintres dont plus de 300 pour les peintres de l'École de Paris (Braque, Chagall, Dali, Matisse, Picasso, Miro, Dubuffet.). Aussi, a-t-il fallu trouver d'autres locaux pour abriter les livres. L'Arsenal conserve depuis 1981 la plus grande partie de la bibliothèque et plus de 100 000 ouvrages sont en outre entreposés dans l'ancien grenier à blé.

Notons, au passage, que Wolfenbüttel ne fut pas épargnée par les campagnes militaires. Ainsi, Stendhal s'est approprié de nombreux ouvrages lors de son passage à Wolfenbüttel pour le compte de l'empereur Napoléon. Plusieurs ouvrages, sinon la totalité, furent restitués après la chute de l'Empire.

LA REVOLTE CABOCHIENNE

La révolte cabochienne de 1413 constitue un des épisodes les plus sanglants de la guerre civile qui déchire la France à partir de 1407 et dont les prémices sont apparues dès la fin de 1401.

En janvier 1413 le roi réunit les états généraux de langue d'oïl à Paris en l'hôtel Saint-Pol. Ils ont pour objectif d'accorder au trône les moyens financiers de la défense contre une attaque anglaise.

En fait, ces états n'ont de généraux que le nom : les princes hostiles au duc de Bourgogne se font prudemment représenter par crainte d'un attentat. De nombreuses provinces restent dans l'expectative et n'envoient pas de délégués de sorte que la suprématie de la ville de Paris et de l'Université est écrasante

Bourgogne se pose en réformateur et propose de faire payer les princes, c'est-à-dire, pour l'essentiel, ses adversaires. Son objectif est clair : Promouvoir une réforme de l'impôt et des finances afin de réduire les ressources du parti d'Orléans. Un projet de réduction de l'impôt est fatalement populaire. Tout impôt supplémentaire doit être subordonné à une réorganisation et à une meilleure gestion des finances. En clair, il faut cesser de dilapider le Trésor.

Les députés refusent toute nouvelle imposition. La Normandie qui a souffert du passage des soudards de Clarence demande avec insistance de ne plus être oubliée à l'avenir dans les trêves avec l'Anglais. Toutes les autres députations réclament les réformes promises.

Simon de Saulx propose des mesures financières radicales en demandant que le roi reprenne la moitié des aides concédées aux seigneurs de la maison royale.

Comme aux débuts des troubles, Bourgogne use et abuse de propositions et de promesses démagogiques. Tout en se présentant comme garant de l'ordre et de la sécurité dans la capitale, il pousse les députés et la rue à exiger un changement significatif dont les effets escomptés sont l'éviction des partisans d'Orléans au sein de la Cour et du Conseil.

L'Université prend le relais et expose les griefs relevés contre l'administration royale : achats immobiliers, luxe des vêtements et de la table... Elle demande l'examen des comptes des princes et confirme ainsi la critique que Pétrarque en fit en la qualifiant « d'engeance si fastidieusement négligente et si inutilement curieuse et ajoutant que Ladite Université avait grande puissance pour ce temps à Paris, tellement que quand (ses maîtres) mettaient la main en une besogne, il fallait qu'ilz en vinsent à bout, et se voulaient mesler du gouvernement du Pape, et du Roy et de toutes autres choses ».

Le roi étant à nouveau dans un état « d'absence », le Dauphin Louis doit accepter la constitution d'une commission de réforme. En attendant les conclusions de ses membres, tous les officiers royaux sont suspendus quelle que soit leur appartenance politique.

La commission se met au travail pour préparer une réforme administrative. Pressés par l'agitation croissante de la rue, les députés juristes et théologiens rédigent un texte de deux cent cinquante neuf articles qui tend à brider le pouvoir monarchique et à faire rendre gorge aux spéculateurs et aux prévaricateurs. Un des membres les plus actifs de cette commission est Pierre Cauchon, futur accusateur de Jeanne d'Arc. Âgé de quarante deux ans, il est un universitaire brillant : Licencié en droit canonique, docteur en théologie et spécialiste en scolastique. Nommé chanoine de Châlons en Champagne et curé d'Egriselles, dans le diocèse de Sens, il est devenu recteur de l'université de Paris en 1403. Réformiste et gallican, il est l'un des proches conseillers de Jean sans Peur dont l'ardeur de ses hommes de main est entretenue

par la livraison de fûts entiers de vin de Beaune. Travaillé par les agitateurs, le peuple s'impatiente. Les choses ne vont pas assez vite à son goût. Dès la mi-février on désigne à la vindicte populaire le prévôt de Paris Pierre des Essarts, ennemi du duc de Bourgogne et ami du roi. L'Université accuse, en outre, son frère Antoine de « s'entourer d'un pompeux appareil, presque royal ».

Le pouvoir royal est divisé. Sa domination par les Bourguignons suscite des réticences autour de la reine Isabeau et de son fils Louis. Un rééquilibrage du gouvernement est souhaité par certains mais des maladresses font renaître les rumeurs de complot et de trahison qui courent dans Paris depuis quelque temps. Les Parisiens savent que les Armagnacs se préparent à reprendre l'offensive. On leur prête le dessein d'enlever le roi, de raser Paris et de vouloir la mort de Jean sans Peur. La population est scandalisée par la reprise des aliénations du domaine royal en dépit des doléances des états et de l'Université au profit d'un prince étranger, Jean de Bavière, frère de la Reine Isabeau.

De fait, au mois de mars, un complot mené par des serviteurs du duc Edouard de Bar et du duc de Bavière, est découvert. Les conjurés se préparaient à livrer aux Armagnacs le pont de Charenton. Louis de Bavière, Edouard de Bar, Pierre des Essarts, Jacques de la Rivière et plusieurs chevaliers et écuyers prennent peur et quittent Paris précipitamment.

Le duc de Bavière qui désire renforcer sa situation financière en épousant Catherine d'Alençon veuve de Pierre de Navarre juge que sa qualité de frère de la reine le met à l'abri de représailles. Il décide de rentrer à Paris en avril. Pierre des Essarts fait de même. Mal leur en prend !

Le 27 avril, une première émeute éclate. Les bouchers en armes se rendent à l'Hôtel de Ville et réclament à d'Espéron, prévôt des marchands, l'autorisation d'armer les Parisiens.

Il convient de préciser que les bouchers représentent une force significative dans la capitale. Ils ont bénéficié des largesses bourguignonnes dès 1411. Lorsque le comte de Saint-Paul devint gouverneur de Paris en remplacement du duc de Berry, il autorisa les bouchers à porter les armes et à se constituer en milice dont l'organisation fut confiée à un dénommé Goix, boucher du roi. La puissante corporation de la boucherie était favorable au parti bourguignon et reprochait aux Armagnacs d'avoir détruit leurs fermes aux alentours de Paris. Cette situation inquiéta Charles Culdoë, prévôt des marchands, et près de 300 bourgeois qui, malgré leur attachement au duc de Bourgogne, préférèrent quitter Paris pour se tenir à l'écart de l'agitation croissante. Pierre Gentien succéda à Culdoë puis, à son tour céda sa place à André d'Espéron.

En ce printemps 1413, Paris est donc solidement tenu par le parti bourguignon et la milice armée de la boucherie.

L'Ecorcheur Denisot de Chaumont a reçu de Jean sans Peur une forte somme à Bruges « à bailler à certaines personnes secrètes que le dit seigneur ne veult être autrement déclairées ». De même, Denisot et un autre écorcheur, Simon Lecoustellier - fils d'une tripière du parvis de Notre-Dame et d'un écorcheur de la Grande Boucherie -, Thomas le Goix et ses fils bouchers à Sainte-Geneviève ainsi que les Saint Yon reçurent en cadeau des fûts de vin.

Outre les cadeaux octroyés par Jean sans Peur, le rôle singulier que vont jouer les bouchers dans la frange la plus extrémiste de l'insurrection s'explique par la position sociale paradoxale qu'occupent dans la capitale les membres de ce métier. Les bouchers sont regroupés au sein d'une institution corporative, la Grande Boucherie. Ils jouissent du monopole du commerce des viandes qui leur assure des revenus confortables. Cependant, leur métier est frappé d'opprobre car ils tuent et touchent le sang. Cette situation les écarte des postes enviés d'échevins auxquels ils pourraient prétendre. Leur appui au duc de Bourgogne est fondé sur l'espoir d'en retirer une reconnaissance sociale.

L'écorcheur Simon Lecoustellier dit Caboché, chef de la puissante corporation des bouchers

parisiens dirige le mouvement, soutenu par les extrémistes du parti bourguignon. D'Espéron donne verbalement son autorisation. De ce fait, les greffiers de l'Hôtel de Ville refusèrent d'exécuter cet ordre au motif que le prévôt des marchands et les échevins s'étaient engagés au près du roi de ne délivrer un tel ordre qu'après l'avoir informé douze jours à l'avance.

En dépit de ce refus, l'émeute monte en puissance. Forte de plus de 20 000 personnes en armes, la foule se saisit de plusieurs marchands et fonctionnaires qui sont mis à mort ou conduits au Louvre. Les émeutiers se dirigent vers la Bastille où se sont réfugiés Pierre des Essarts et d'autres conjurés. Ils exigent qu'il leur soit remis puis, changeant d'idée, ils se rendent à l'hôtel du Dauphin. Le prince doit se montrer à la fenêtre et entendre l'échevin Jean de Troyes qui exige que leur soit remis les traîtres. Le Dauphin réplique qu'il n'y a point de traîtres chez lui. Pensant bien faire, son chancelier demande les noms des prétendus traîtres. L'échevin n'attend que cette occasion. Il a sur lui une liste de cinquante noms ! Il l'a remise au chancelier qui doit la lire devant la foule houleuse. Le tumulte est tel qu'il la relit une seconde fois. Son propre nom ouvre la liste ! C'est la bousculade. Les cris et les menaces fusent. Les plus décidés brisent les portes et s'emparent de force d'une quinzaine de personnes dont le chancelier et le duc de Bar.

Plusieurs personnes sont tuées. Raoul de Brissac, un des secrétaires du roi, est accusé de trahison et jeté en Seine.

Endossant le rôle de pompier pyromane, le duc de Bourgogne feint de jouer les modérateurs. Il se fait remettre les captifs et les conduits chez lui. Il souhaite écarter ses adversaires politiques mais probablement pas les faire exécuter. Cependant, Louis de France n'est pas dupe du double jeu mené par Jean sans Peur et lui rappelle que c'est lui qui est à l'origine des troubles et qu'il saura s'en souvenir : « Beau père ceste esmeute m'est faicte par vostre conseil et ne vous en povez excuser car les gens de vostre hostel sont parmi les principaulx ».

Dès le lendemain le prétendu modérateur convainc Pierre des Essarts à sortir de la Bastille et à se livrer. Il lui donne sa parole qu'aucun mal ne lui sera fait.

Quelques jours plus tard, oubliant bien vite la parole donnée, le duc de Bourgogne livre Pierre des Essarts et le duc de Bar aux insurgés. Ils sont conduits à la grosse tour du Louvre ou à la conciergerie pour y être jetés en prison où croupissent déjà de nombreux détenus.

C'est à ce moment que des députés de Gand arrivent à Paris. Ils souhaitent que le fils aîné de Jean sans Peur, le futur Philippe le Bon, vienne résider parmi eux. La venue inattendue de cette délégation est l'occasion pour les émeutiers de renforcer le caractère quasi révolutionnaire de leur entreprise. Les Gantois sont reçus en grande pompe. On échange les chaperons et les Flamands promettent aux Parisiens une aide militaire et financière.

Le 10 mai, une commission est constituée pour juger les officiers accusés de malversations. Les députés aux états généraux n'ont guère leur mot à dire dans la composition de cette commission improvisée. La rue, en effervescence permanente, semble détenir une part non négligeable du pouvoir. Au cours d'une manifestation, Eustache de Pavilly lit une seconde liste de « traîtres ». Il égraine une soixantaine de noms. La plupart sont des bourgeois qui, en février, n'ont pas voulu prendre les armes. Les écorcheurs de Caboché se chargent d'arrêter ces nouveaux traîtres.

Profitant d'un rétablissement momentané du roi, les bouchers lui imposent quelques nominations : Caboché se voit confier la garde du pont de Charenton et Denisot de Chaumont obtient celle du pont de Saint-Cloud. Le souverain prend le chaperon blanc que lui tendent les échevins.

Les émeutes sont permanentes. Dès l'aube et jusque tard dans la nuit la foule se masse en Grève. Des manifestations quotidiennes ont lieu devant l'hôtel Saint-Pol.

Les cabochiens, regroupés au sein de la milice réorganisée sous le commandement de dizainiers et de quarteniers, quadrillent la ville de jour comme de nuit, perquisitionnent et

capturent les suspects. Ils gardent les ponts et les rares portes qui n'ont pas été murées dont ils craignent moins l'assaut brutal que leur ouverture subreptice.

Ils tiennent également le rôle d'exécuteurs de basses œuvres, aidé dans cette tâche par les affidés du duc de Bourgogne. Plusieurs opposants sont discrètement mis en un sac et jetés à la Seine. La population parisienne, chauffée à blanc par des prédications incendiaires ou par les discours des Goix qui font preuve d'un réel talent de tribuns et de meneurs, participe la chasse aux suspects. Les prêtres affectent d'appliquer aux Armagnacs une bulle d'excommunication lancée par le Pape contre les écorcheurs des grandes compagnies.

« On cria parmy Pari qu'on abandonnoit les Armignacs et qu'on pouvoit les tuer, si les tuast et prinst leurs biens. Dès lors suffisoit pour tuer un notable bourgeois et le piller et desrober de dire et crier par quelque personne en haine : voila un Armagnac ».

Même Gerson n'est pas épargné. Les Cabochiens le somment de payer une taxe qu'il juge illégale et refuse d'obtempérer. Fidèle à ses principes de justice et à sa conception du bien public, il préfère laisser piller son logement du Cloître Notre Dame. Menacé par Jean sans Peur qui n'a pas oublié sa critique virulente contre l'« Apologie du tyrannicide » de Jean Petit, Gerson devra quitter la capitale, quelques temps plus tard, pour se réfugier à l'étranger.

Le 22 mai, 3 à 4000 Cabochiens arborant le chaperon blanc des villes flamandes révoltées forcent les portes du palais. Les cours de trois résidences royales sont envahies.

Eustache de Pavilly interpelle le roi. Jean de Troyes, chirurgien et brillant orateur, donne lecture d'une troisième liste de « traîtres ». Au fur et à mesure que les noms des suspects sont prononcés, la foule court s'en emparer. Tous les proches de la reine sont désignés.

Malgré les supplications d'Isabeau et les larmes du Dauphin, la foule s'empare de plusieurs officiers et hauts dignitaires dont Louis de Bavière. Bonne Visconti, Isabelle des Barres, Catherine de Villiers, Isabeau Maréchal et Marguerite Aubin, cinq dames de la reine, sont également arrêtées, maltraitées, violées et jetées en prison. Jean sans Peur commence à s'inquiéter de la tournure que prennent les événements. Il tente vainement d'apaiser les esprits.

Pendant que la rue est en effervescence, la commission chargée d'élaborer un projet de réforme des finances publiques travaille d'arrache-pied. A l'issue de trois longues séances, l'ordonnance réformatrice est prête. Le 27 mai au soir, après lecture du texte devant l'ensemble des parlementaires, le roi donne son accord. Bien que les bouchers conduits par Simon Caboche n'aient pas véritablement joué un rôle quelconque dans la rédaction de ce document, les événements qui accompagnent sa promulgation ont conduit les historiens à lui donner le nom d'« ordonnance cabochienne ». Ce texte comportant près de 300 articles apportaient de profondes réformes quant à l'administration du royaume. Les dispositions portaient tant sur l'organisation des finances et de la comptabilité que sur les offices, la centralisation du pouvoir judiciaire, l'administration des eaux et forêts, la réglementation des péages, le droit pour les paysans de s'armer contre les pillards, etc...

Malgré le caractère novateur de l'ordonnance, sa publication ne calme pas l'excitation populaire. Les Cabochiens ne semblent pas vraiment concernés par un texte produit par des juristes modérés et assez éloignés des violences de la rue.

Le dernier jour de mai marque une brève accalmie. Les camps adverses se retrouvent autour du roi et de la Cour pour inaugurer le nouveau pont Notre-Dame construit en bois et sur lequel sont juchées soixante maisons. L'ouvrage s'effondrera brusquement le 28 octobre 1499.

Le 13 juin, jour de la Saint Landry, les Cabochiens se rendent à nouveau à la résidence du roi et s'emparent de Jacques de la Rivière et d'un écuyer nommé Simonnet Petit-Menil. Les deux hommes sont conduits au Louvre pour y être emprisonnés avant leur exécution. Le lendemain, on découvre le corps inerte de Jacques de la Rivière, le crâne fracassé par un pot en étain. Les Cabochiens déclarent qu'il s'est suicidé en se frappant la tête avec l'objet en question ! D'après

Jouvenel des Ursins, c'est le capitaine Elyon de Jacquville qui l'aurait assassiné dans sa cellule.

Il semble que l'on puisse aisément accuser ce forcené qui n'a pas hésité à pénétrer une nuit dans la chambre du Dauphin pour lui reprocher d'écouter des ménestrels au lieu de dormir. Louis exaspéré, lui avait asséné trois coups de couteau mais prudent, Jacquville avait dissimulé une cuirasse sous sa robe ! Le duc de Bourgogne avait dû s'interposer pour éviter le pire. L'héritier du trône, secoué par l'émotion cracha du sang pendant trois jours.

Simonnet Petit-Menil est tiré de sa prison et lié à une charrette à laquelle est également attachée la dépouille de Jacques de la Rivière. Le sinistre attelage conduit le mort et le vivant jusqu'aux Halles. Là, Petit-Menil et le cadavre sont décapités.

Le jeudi suivant, Thomelin de Brie, un page du roi soupçonné d'appartenir à la conjuration destinée à livrer le pont de Charenton aux Armagnacs est arrêté et subit le même sort aux Halles.

Le premier juillet, c'est au tour de Pierre des Essarts de prendre le chemin des Halles. On le tire de sa geôle et on lui fait revêtir une houppelande noire. Il grimpe sur une charrette, une croix de bois en mains. Espérant certainement être délivré au dernier moment par la foule auprès de laquelle il a été longtemps populaire, le prisonnier ne cesse de sourire. Prévôt de Paris, grand bouteiller, maître des eaux et forêts, capitaine de Cherbourg et Montargis, Pierre des Essarts ne semble pas douter de l'ultime chance que la vie lui offrira mais nul ne lui vient en aide. Il est décapité avant même que ne lui soit lu sa condamnation à mort. Le corps mutilé est mené au gibet pour y être pendu

Les modérés, accusés d'être des traîtres, se cachent.

La « dictature des abattoirs » échappe désormais à tout contrôle et effraie les possédants, nobles et bourgeois.

Christine de Pisan s'indigne que « des insensés qui savent à peine leur Notre Père et ne connaissent que le chemin de la taverne prétendent diriger les affaires politiques ». Comme toujours, les prétentions de la rue à régenter les affaires sont l'une des causes de la peur qui s'empare des possédants lors des insurrections et qui les incite à nourrir des projets de revanche.

Depuis près de six mois, la vie économique est paralysée. La valeur de la monnaie s'effondre. Tout travail a cessé. Les ouvriers commencent à se plaindre. Les exécutions sommaires et les arrestations arbitraires alternent avec les envahissements des lieux publics et des palais royaux.

Le duc de Bourgogne rechigne à rétablir par la force l'ordre qu'il a contribué à défaire. Une telle attitude lui coûterait définitivement sa popularité mais il est convaincu qu'il faut réduire les ultras dont les débordements menacent à présent son entreprise. L'armée du parti Armagnac se masse en Normandie mais hésite à entrer dans Paris, sachant qu'un tel assaut serait terriblement meurtrier.

C'est ce moment que choisit Jean Jouvenel des Ursins, avocat du roi, pour engager la réaction. Il est soutenu par l'université et prend contact avec des représentants des métiers qu'il parvient à convaincre de marquer leurs distances avec les extrémistes conduits par Caboche. Il demande au Dauphin de « chevaucher par la ville de Paris » afin d'affirmer l'autorité du pouvoir royal. Le jeune prince se met en route. Un important cortège de plusieurs dizaines de milliers de Parisiens se forme et l'accompagne afin d'aller délivrer les nombreux prisonniers des émeutiers.

Les Armagnacs s'approchent de Paris et commencent à faire mouvement. Plusieurs villages sont pillés. Les paysans affluent vers Paris pour y trouver refuge. Le 15 juillet, Bourguignons et Armagnacs se rencontrent à Pontoise et parviennent laborieusement à faire la paix avec pour

objectif de rétablir l'ordre dans la capitale. Les Armagnacs demandent justice des exécutions sommaires commises par Caboche et ses partisans mais les Bourguignons, instigateurs des troubles et débordés par l'émeute, ne peuvent accepter que leurs adversaires se livrent en toute liberté à des actes de vengeance contre leurs anciens alliés.

Finalement, un compromis est trouvé le 28 juillet. Les Armagnacs obtiennent de rencontrer le roi et de s'expliquer directement avec lui. Les insurgés sont exclus des accords de paix. La population est lasse de la violence.

L'Université, excédée par les débordements sanglants de la rue obtient du roi la libération de tous les prisonniers dont Louis de Bavière, Edouard de Bar et Robert de Boissay le chambellan du roi. Les ducs de Berry et de Guyenne se rendent en personne au Louvre pour les accueillir. Le duc de Bourgogne lui-même, ne peut faire autrement que de se joindre au mouvement.

Les bouchers sont lâchés par les réformateurs. La paix se fait sans eux et contre eux. Ils ont tout à perdre au retour à l'ordre et tentent en vain de soulever les Parisiens. Le 2 août, durant une réunion à l'Hôtel de ville, ils lancent : « Il y a des gens qui ont trop de sang et qui ont besoin qu'on leur en tire avec l'épée ». Le charpentier Cirasse leur rétorque alors « qu'il y a autant de frappeurs de coignées que de assommeurs de boeufs et de vaches ». Le 4 août, lorsque les bouchers veulent entraîner la foule à refuser la trêve, quelqu'un crie : « Qui veut la paix se range du côté droit ». La portion gauche de la Place de Grève se vide, à l'exception de quelques bouchers et écorcheurs. Ainsi désavoués, les Cabochiens songent d'abord à se retrancher dans l'Hôtel de Ville pour défendre chèrement leur vie en un baroud d'honneur mais préfèrent s'éclipser discrètement, se rangeant ainsi aux conseils de Jean sans Peur. La chose leur est d'autant plus aisée que Jouvenel des Ursins, jugeant venu le temps de la réconciliation et craignant un bain de sang, refuse de fermer les portes de la ville en déclarant : « s'en allast qui voudrait et qui voudrait demeurer demeurast ».

Le redoutable orateur et concierge du Palais, Jean de Troyes, est saisi. Ses appartements sont pillés et ses serviteurs jetés en prison. Comme deux autres échevins compromis avec les Cabochiens, Garnier de Saint-Yon et Robert de Belloy, Jean de Troyes est évincé de l'échevinage mais conserve la vie sauve. Il se réfugie en Flandre avec ses enfants. Dans un premier temps, la répression est très limitée. Les notables souhaitent d'abord le rétablissement de l'ordre et de la paix. En outre, le duc de Bourgogne ne veut pas que les meneurs du soulèvement le compromettent en parlant. Il organise leur fuite et leur permet de se réfugier en Flandre. On les recherche mais sans manifester de zèle excessif.

La crainte des troubles demeure. Les lanternes sont installées dans les rues pour surveiller les mouvements nocturnes et des baquets remplis d'eau sont déposés au pied des maisons pour prévenir tout risque d'incendie.

Le prévôt de Paris, Robert de la Heuse, qui s'était éloigné de la ville pendant les troubles, reprend ses fonctions mais il ne tarde pas à être remplacé par Tanguy du Châtel, un ancien serviteur de feu Louis d'Orléans.

Le répit est toutefois de courte durée. Les Armagnacs ne sont pas portés à la clémence. Bien que la paix soit proclamée dans les rues de Paris le 6 août, la réaction des vainqueurs prend de l'ampleur.

La défaite des Cabochiens est également celle de leur ennemi Jean sans Peur. Un nouveau gouvernement se met en place. Plusieurs hauts dignitaires civils et militaires du parti Bourguignon sont destitués et remplacés par des partisans des Armagnacs. D'autres, moins compromis dans le soulèvement, sont maintenus dans leurs fonctions. L'esprit de corps réduit les tentations d'une purge systématique et de grande ampleur.

Le 8 août, Henri de Marle est nommé premier président. Il dirige ainsi toute la hiérarchie judiciaire.

Entre volonté d'apaisement et désir de revanche, la situation reste très instable.

Le Dauphin qui a eu très peur laisse punir les Cabochiens. Deux bouchers, les Caille, sont décapités. Des serviteurs de Jean sans Peur sont jetés en prison. Le duc de Bourgogne lui-même n'est plus en sécurité dans son hôtel. Des hommes d'arme rôdent plus ou moins ouvertement autour de lui et, en Cour, des seigneurs réclament des sanctions à son encontre.

Le 22 août, à l'occasion d'une chasse à Vincennes, Jean sans Peur convie le roi. A-t-il l'intention de la personne du souverain ? Jovenel des Ursins, à la tête d'un parti décidé, rejoint les deux hommes et ramène Charles VI à Paris en lui disant: « Venez vous en en votre ville de Paris. Le temps est bien chaud pour vous tenir sur les champs... »

Jean sans Peur se réfugie aussitôt à Lille, sur ses terres. Ses partisans s'enfuient sous divers déguisements de truands ou de marchands.

Versatile, le peuple se pare des couleurs du vainqueur et tente de faire oublier le chaperon blanc.

Le corps du malheureux Jacques de la Rivière est dépendu du gibet et enseveli discrètement au cimetière des Mathurins.

D'abord tenus à l'écart de la répression, les rédacteurs de l'ordonnance cabochienne sont visés par la réaction. Le 5 septembre, l'ordonnance est cassée comme « soudainement et hâtivement publiée ». Le texte est publiquement déchiré.

L'épisode cabochien est clos mais les blessures sont béantes. La guerre civile n'est pas terminée. La menace anglaise est toujours présente et les adversaires ne songent qu'à reprendre les hostilités. Le parti Bourguignon, au risque de jouer contre la France, va s'appuyer sur l'Angleterre, allié bien encombrant, et n'hésitera pas à jouer encore une fois la carte de l'émotion populaire pour chasser les Armagnacs de la capitale.